

Population & Sociétés

Diminution de la population dans les pays anciennement communistes de l'Union européenne

English
version

Agnieszka Fihel* et Marek Okólski**

La chute du mur de Berlin il y a 30 ans (en 1989) a été suivie d'importants changements démographiques dans les pays anciennement communistes d'Europe. Agnieszka Fihel et Marek Okólski l'illustrent en comparant les évolutions de la population des onze pays de l'Est ayant rejoint l'Union européenne avec celles observées dans les dix-sept autres pays de l'Union.

Nous célébrons en 2019 les trente ans de deux événements ayant changé radicalement l'Europe centrale et orientale : la chute du mur de Berlin, qui divisait l'Allemagne en deux, et la tenue des premières élections démocratiques en Pologne, suivies d'élections dans les autres pays de la région ultérieurement. Il y a quinze ans, suite aux réformes institutionnelles, économiques et politiques, plusieurs pays ont rejoint l'Union européenne (UE). Aujourd'hui, onze pays anciennement communistes en font partie (Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie). La plupart de ces pays ont connu une diminution de leur population et un vieillissement démographique rapide depuis 1989. Ces évolutions tiennent à un faible niveau de fécondité et à une émigration importante des jeunes.

Diminution de la population des onze pays (UE-11)

En 2018, ces onze pays (UE-11) comptaient ensemble 103 millions d'habitants, soit 20 % de la population totale de l'Union européenne (UE-28) [1]. Près de trente ans plus tôt, en 1989, ils étaient 111 millions, soit 23 % de l'ensemble des 28 pays (qui n'étaient pas encore tous membres de l'UE à l'époque). Depuis 1989, la population de ce groupe de onze pays a donc baissé de 7 %. La

diminution a été la plus forte en Bulgarie, en Lettonie et en Lituanie, avec plus de 20 % de baisse, et 16 % en Estonie et en Roumanie. En Croatie, le nombre d'habitants a diminué de 11 %, en Hongrie, de 8 %, et en Pologne, pays le plus peuplé des onze, de 3 %. À l'inverse, dans trois pays (République tchèque, Slovaquie, Slovénie), la population a légèrement augmenté, de 2 % à 4 %.

La tendance à la baisse de la population dans les pays de l'UE-11 contraste nettement avec ce qui a été observé dans le reste de l'UE, dont la population a globalement augmenté de 13 %, même si elle a récemment légèrement diminué dans les pays méditerranéens (Espagne, Grèce, Italie et Portugal).

Deux régimes démographiques dans l'Union européenne

Les deux composantes du changement démographique, le mouvement naturel (différence entre les naissances et les décès) et le mouvement migratoire (différence entre les entrées et les sorties de migrants), ont toutes deux contribué au déclin de la population dans les pays de l'UE-11 (figure 1). Le solde migratoire est le facteur principal, responsable des trois quarts de la baisse (73 %), et le solde naturel d'un quart (27 %). Dans trois pays cependant, la Hongrie, la République tchèque et la Slovénie, le solde migratoire a été positif et a plus que compensé l'excédent des décès sur les naissances, ou a réduit la baisse de la population. Dans les huit autres pays de l'UE-11, les flux de sorties ont dépassé ceux d'entrées

* Université de Varsovie et Institut des migrations, Paris.

** Université Lazarski, Varsovie.

en raison du départ de certaines minorités nationales juste après l'effondrement du communisme (cas des États baltes, de la Bulgarie et de la Roumanie), ou d'une forte émigration de main d'œuvre dans les années 1990 et après l'élargissement de l'UE aux pays de l'Est.

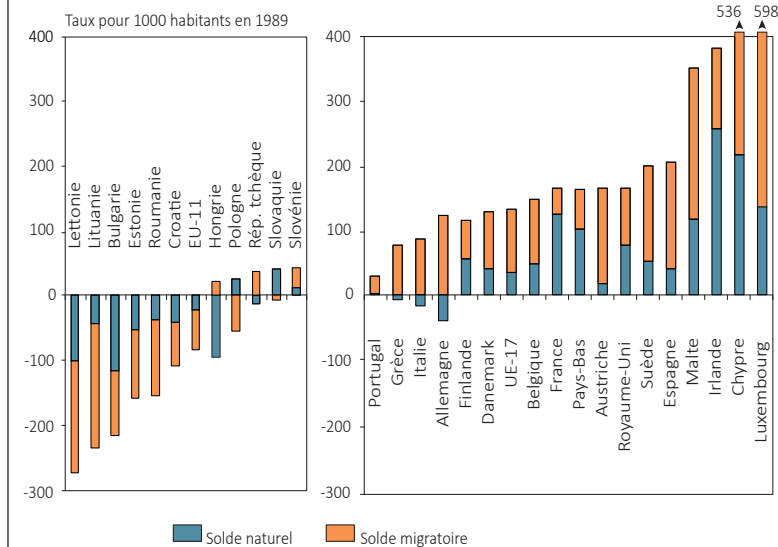
Quant au solde naturel, il n'a compensé le solde migratoire négatif qu'en Pologne, Slovaquie et Slovénie. Alors qu'en Slovaquie, le solde naturel a fluctué entre des valeurs positives et négatives d'une année à l'autre, en Pologne et en Slovaquie, il n'a été positif que dans les années 1990 en raison d'un nombre relativement élevé de naissances. Toutefois, peu de temps après, le solde naturel est devenu négatif en Pologne et en Slovaquie comme il l'a été pendant presque toute la période 1989-2018 dans les autres pays de l'UE-11.

Le régime démographique qui caractérise les pays de l'UE-11 au cours des trois dernières décennies, à savoir une diminution de la population due en premier lieu à un solde migratoire négatif, est à opposer aux tendances démographiques observées dans les autres pays membres de l'UE. En effet, dans l'UE-17, la population a augmenté sous l'effet conjoint d'un solde naturel positif et d'un solde migratoire positif. Dans trois pays seulement : l'Allemagne, la Grèce et l'Italie, le solde naturel a été globalement négatif au cours des trente années, mais de façon mineure. Le solde migratoire, quant à lui, est resté positif, favorisant ainsi la croissance démographique. Incidemment, les flux d'entrées dans ces pays ont été alimentés par des migrants originaires de l'UE-11.

Migration nette négative en raison d'un exode massif

Avant 1989, les migrations étaient très limitées dans les pays de l'UE-11 en raison d'un contrôle étroit des entrées et sorties par les régimes autoritaires en place. Le début de la transition politique et économique a été marqué par le rétablissement de la liberté de déplacement dans certains pays sans obligation de visa. La mobilité internationale s'est par conséquent développée, prenant différentes formes, du petit commerce transfrontalier à l'émigration [2]. Une partie de la migration, en particulier celle à caractère ethnique, a été absorbée par d'autres pays d'Europe de l'Est, comme dans le cas des Roumains d'origine hongroise s'installant en Hongrie, des citoyens slovaques migrant en République tchèque, et des personnes de citoyenneté russe quittant les États baltes pour la Russie. D'autres pays européens, tels que l'Autriche et

Figure 1. Croissance naturelle et solde migratoire¹ dans l'Union européenne (1989–2017)



A. Fihel et M. Okólski *Population & Sociétés* n° 567, INED, juin 2019.

Note : 1. Pour la Pologne, les données de solde migratoire indiquées par les statistiques officielles sont sous-estimées, ne comptabilisant qu'une petite partie des flux d'émigration de long terme au cours de la période 1989-2008.

Source : calculs des auteurs à partir des données d'Eurostat [1].

l'Allemagne, sont devenus des destinations pour des milliers de ressortissants de l'UE-11 à la recherche d'un emploi. Dans ce cas, l'émigration a été liée à une combinaison de facteurs économiques, notamment la détérioration du niveau de vie, la situation précaire sur le marché du travail et la forte inflation des premières années de la transition postcommuniste. De plus, les personnes qui se sont risquées à émigrer pour aller travailler à l'étranger au début des années 1990 ont formé des communautés transnationales qui ont ensuite attiré de nouvelles vagues de migrants originaires des mêmes pays. De telles communautés ont émergé en particulier dans les grandes villes d'Europe occidentale, telles que Berlin, Bruxelles, Vienne, où les ressortissants de l'UE-11 sont venus travailler dans le secteur de la construction et des services domestiques [3]. Le facteur le plus important, qui a entraîné un exode croissant, a été l'ouverture du marché du travail de l'Espace économique européen (et de la Suisse), à huit pays de l'UE-11 en 2004, élargie ensuite à la Bulgarie et la Roumanie en 2007, et à la Croatie en 2013.

Selon les estimations les plus récentes d'Eurostat, entre 2004 et 2017, le nombre de personnes originaires des pays de l'UE-11 vivant dans d'autres États membres de l'UE a été multiplié par près de cinq pour atteindre environ 8,2 millions. L'augmentation nette est de 6,5 millions, soit un demi-million de personnes par an. L'intensité des flux d'Est en Ouest varie beaucoup selon le pays d'origine. En termes absolus, les pays qui ont le plus alimenté ces flux sont la Pologne et la Roumanie : en 2017, respectivement

2,5 millions et 3,1 millions de citoyens de ces pays résident dans un autre État membre de l'UE. En termes relatifs, les sorties les plus importantes ont été observées en Roumanie avec 11 % de la population vivant en 2004 dans le pays l'ayant quitté depuis pour s'installer dans un autre État membre de l'UE, ainsi qu'en Bulgarie, en Estonie et en Lituanie (environ 5 % de leur population en 2004). Mais les différents groupes d'âges n'ont pas été touchés de la même façon. Les personnes relativement jeunes sont les plus susceptibles d'émigrer. Selon Eurostat, près de 70 % de celles établies à l'étranger avaient moins de 40 ans. Dans plusieurs régions de Pologne, plus de 20 % des adultes âgés de 20 à 34 ans ont émigré entre 2004 et 2011 pour rester à l'étranger pendant plus d'un an.

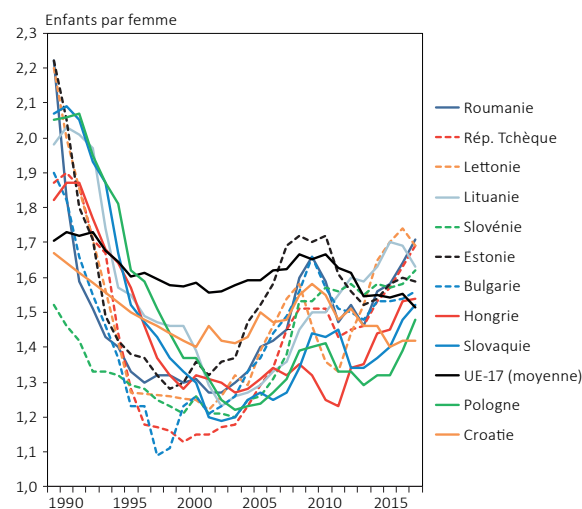
Quatre pays de l'UE-11 ont enregistré un solde migratoire positif quoique relativement faible : la Hongrie, la Slovaquie, la République tchèque et, au cours des dernières années, la Slovaquie. Les entrées dans ces pays tiennent à une situation économique relativement bonne et stable. Il s'agit pour la plupart de retours d'émigrés, auxquels se sont ajoutées des immigrations de travail de personnes originaires de pays tiers. Toutefois, le cumul d'entrées dans les pays de l'UE-11, même en incluant ceux qui ont eu un solde migratoire positif, reste relativement faible. Si on exclut l'Estonie et la Lettonie, qui comptaient de nombreux citoyens russes, ukrainiens et biélorusses venus s'installer à l'époque de l'URSS, deux pays seulement, la Slovaquie et la République tchèque, ont une population immigrée relativement importante qui représente 5 % de la population ; dans tous les autres pays, la proportion varie entre 0,6 % (Pologne et Roumanie) et 1,5 % (Hongrie). Cependant, l'immigration ne doit pas être négligée en raison de son impact potentiel sur l'évolution future de la population, le cas de la Pologne étant le plus significatif. Ce pays traditionnellement d'émigration, a délivré en 2017 le plus grand nombre de permis de séjour à des ressortissants de pays tiers de tous les pays de l'UE.

Solde naturel négatif dû à une faible fécondité

Dans les années 1960, 1970 et 1980, la mortalité dans les pays de l'UE-11 est restée à des niveaux relativement élevés et l'espérance de vie a stagné. Au début de la transition politique et économique, l'espérance de vie s'est toutefois mise à augmenter à nouveau en République tchèque, puis en Pologne et en Hongrie. Cette tendance favorable a été observée dans le reste des pays de l'UE-11 au milieu des années 1990. Le nombre annuel de décès a diminué de 1,26 million en moyenne au cours de la période 1991-1996 à 1,20 million à partir de 2000.

Le nombre de décès étant resté relativement constant ces dernières années, c'est la baisse des naissances, sous l'effet de la diminution de la fécondité, qui a produit un solde naturel négatif dans l'UE-11. Vers 1989, presque tous les pays de l'UE-11 avaient des taux de fécondité relativement

Figure 2. Évolution de la fécondité¹ dans les anciens pays communistes de l'Union européenne, de 1989 à 2017



A. Fihel et M. Okólski *Population & Sociétés* n° 567, INED, juin 2019.

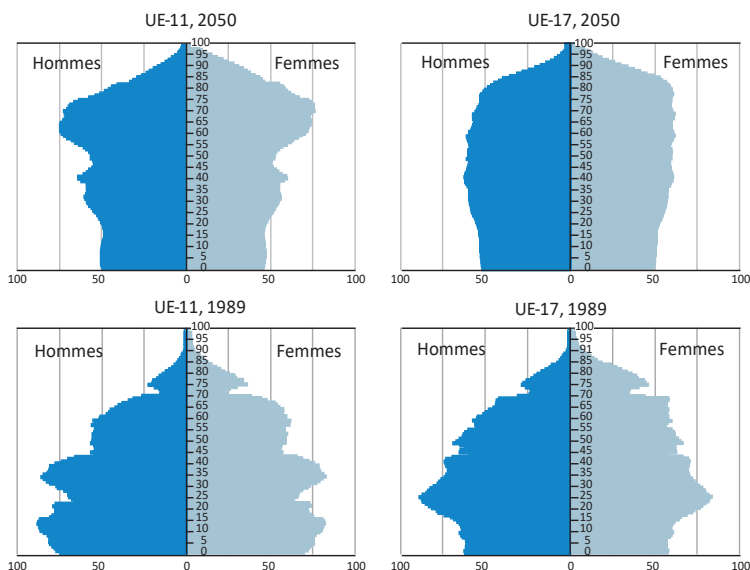
Notes : 1. Indicateur conjoncturel de fécondité. 2. UE-17 : autres pays de l'Union européenne ; pour l'ensemble de ces pays de l'UE-17, moyenne arithmétique de l'indicateur conjoncturel de fécondité dans chacun d'eux.

Source : calculs des auteurs à partir des données d'Eurostat [1].

élevés par rapport aux autres États membres de l'UE, allant de 1,9 à 2,2 enfants en moyenne par femme. Dans les années 1990, toutefois, alors que l'indicateur de fécondité se stabilisait dans la plupart des États membres de l'UE-17, il a chuté dans les pays de l'UE-11, atteignant le niveau historiquement bas de 1,1 enfant en Bulgarie (1997), Lettonie (1998) et République tchèque (1999). Il a commencé à remonter vers 2005, mais pas de façon homogène dans la région (figure 2). En conséquence, le nombre annuel de naissances dans l'ensemble de l'UE-11 est passé de près de 1,6 million en 1989 à 1,0 million en 2016, soit une baisse de plus d'un tiers.

Trois groupes de facteurs ont joué dans ces évolutions de fécondité dans l'UE-11 [4, 5]. Le premier groupe comprend l'adoption dans toute la société, et particulièrement par les jeunes générations, de valeurs post-modernes qui accordent une priorité aux libertés individuelles et au désir de réalisation personnelle. Le deuxième groupe de facteurs, spécifiques aux pays ex-communistes, est lié à l'austérité économique qui a accompagné la transition vers une économie de marché : creusement des inégalités de revenus, déréglementation du marché du travail, restructuration industrielle, chômage élevé. Et le troisième groupe est lié au recul de l'État et des politiques sociales qui existaient auparavant : alors que les avantages familiaux ont diminué du fait de l'inflation, d'autres mesures non financières ont été abandonnées, comme la garde prolongée des enfants très jeunes. Si ces facteurs ont eu un tel impact, notamment lorsqu'on les compare aux conditions

Figure 3. Pyramides des âges de l'UE-11 et l'UE-17¹, 1989 et 2050²



A. Fihel et M. Okólski *Population & Sociétés* n° 567, INED, juin 2019.

Notes: 1. Pour l'UE-11, pour 1989, la Croatie n'est pas incluse, pour l'UE-17, pour 1989, Chypre et Malte ne sont pas inclus. 2. Projections d'Eurostat [1]. Effectifs pour 10 000 habitants (la surface totale est la même d'une pyramide à l'autre). Source : calculs des auteurs à partir des données d'Eurostat [1].

favorables prévalant dans d'autres États membres de l'UE, c'est que leurs effets se sont produits de façon simultanée au cours des trois dernières décennies.

Trois déterminants du vieillissement de la population

À la veille de la transition post-communiste, la population de l'UE-11 était nettement plus jeune que celle du reste de l'UE (figure 3). Au cours des trois dernières décennies, le vieillissement démographique s'est toutefois accéléré dans l'UE-11, de sorte que la proportion d'enfants (0-14 ans) a diminué tandis que la proportion de personnes âgées s'est rapprochée de celle du reste de l'Union tout en restant légèrement inférieure. Selon les projections d'Eurostat, vers 2050, les États membres de l'UE comptant les plus fortes proportions de personnes âgées comprendront les pays du Sud de l'Union (Grèce, Italie, Portugal et Espagne), suivis de six pays de l'UE-11 : Bulgarie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie et Slovaquie.

Dans les pays de l'UE-17 le solde migratoire positif entraîne une augmentation de la taille de la population et renforce, au moins temporairement, la population des adultes en âge

d'avoir des enfants. Au contraire, dans les pays de l'UE-11 l'émigration importante des jeunes adultes contribue au vieillissement démographique et à la baisse de la natalité.

L'augmentation de l'immigration et, dans certains pays de l'UE-11, de la fécondité, finira peut-être à terme par enrayer le processus de décroissance démographique. Mais la coïncidence d'une fécondité particulièrement basse et d'une forte propension à émigrer, comme observé dans les pays de l'UE-11 au cours des trois dernières décennies, aura déjà eu des conséquences irréversibles sur leurs structures démographiques.

Références

- [1] Eurostat, <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database> (consulté en 2019).
- [2] K. Sword, K. Iglicka (eds., 1999), *The challenge of East-West Migration for Poland*, Palgrave Macmillan UK.
- [3] C. Wallace, D. Stola (eds., 2001), *Patterns of Migration in Central Europe*, Palgrave Macmillan UK: London.

- [4] T. Frejka T., S. Gietel-Basten (2016), Fertility and family policies in Central and Eastern Europe after 1990, *Comparative Population Studies*, 41(1), 3-56.

- [5] D. Philipov (2002), *Fertility in times of discontinuous societal change: the case of Central and Eastern Europe*, MPIER working paper 2002-024.

Résumé

L'Union européenne compte onze pays anciennement communistes (Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovaquie). La population de cet ensemble de pays a baissé de 7 % depuis 1989, alors que celle du reste de l'UE a augmenté de 13 %. Ils étaient démographiquement plus jeunes que le reste de l'Union avant la chute du Mur en 1989, mais leurs populations sont maintenant devenues plus âgées. Ces évolutions tiennent à un faible niveau de fécondité et à une émigration importante des jeunes.

Mots-clés

Natalité, fécondité, migrations, diminution de la population, vieillissement démographique, chute du mur de Berlin, pays anciennement communistes, Union européenne.